

RCS : NANTES Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 02606 Numéro SIREN : 832 066 773 Nom ou dénomination : A C G

Ce dépôt a été enregistré le 20/12/2022 sous le numéro de dépôt 22664

Société A C G
Société par actions simplifiée au capital de 2 000 euros
Siège social : 111, Route de Rennes
Bout des Pavés
44700 ORVAULT

RCS NANTES : 832 066 773

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT

DU 15 NOVEMBRE 2022

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX

LE QUINZE NOVEMBRE

A NEUF HEURES,

Au siège social,

Monsieur Nicolas ARDOUIN, agissant en qualité de Président de la société A C G, rappelle qu'aux termes de la seconde résolution votée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés réunis le 7 octobre 2022 concernant la réduction du capital social par rachat des titres détenus par Monsieur Yannick GUILMAN, il a été décidé de donner tout pouvoir à Monsieur Nicolas ARDOUIN, président de la société, à l'effet :

- d'effectuer toutes formalités suite à la décision de réduction de capital,
- constater l'absence d'oppositions à l'issue du délai légal ou procéder au règlement de celles-ci si elles interviennent,
- opérer le rachat des titres comme convenu moyennant les conditions susvisées,
- constater la réalisation définitive de la réduction de capital social, procéder à la mise à jour des statuts sociaux pour tenir compte de cette réduction et modifier ainsi les articles 6 et 8,
- effectuer les formalités qu'il appartiendra,
- et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour que cette réduction de capital soit définitive.

Ceci exposé, le président constate :

- qu'aux termes d'un certificat délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES, aucune opposition n'a été signifiée à l'expiration du délai de 20 jours prévu aux dispositions légales et réglementaires.

En conséquence, le Président constate la réalisation de la condition suspensive posée par l'assemblée générale extraordinaire du 7 octobre 2022 et constate que la réduction du capital de 600 € décidée aux termes de ladite assemblée devient définitive.

Il est précisé par le Président qu'il a préalablement obtenu l'accord de tous les associés pour repoussé la date initialement prévu au 10 novembre 2022 par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 octobre 2022 pour la réalisation définitive de la réduction de capital, à ce jour.

En conséquence, le Président s'engage à faire, dans les meilleurs délais, tout ce qui sera utile et nécessaire pour le rachat des 60 actions d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées, détenues par Monsieur Yannick GUILMAN, et ce, moyennant un prix de rachat d'approximativement 666,66 € pour chacune des actions, soit au total la somme de 40 000 €, dont 600 € à titre de remboursement de capital, ces 60 actions rachetées étant annulées à compter de ce jour et ne donnant pas droit aux dividendes mis en distribution au titre de l'exercice devant être clos le 31 décembre 2022.

- qu'en conséquence de ce qui précède, le Président décide de modifier les articles 6 et 8 des statuts qui seront désormais libellés ainsi qu'il suit :

Article 6 – APPORTS (nouvelle rédaction)

Il est ajouté le paragraphe suivant :

« Aux termes d'une délibération en date du 7 octobre 2022, une assemblée générale extraordinaire a décidé sous la condition suspensive d'absence d'oppositions formées par les créanciers sociaux, de réduire le capital social d'une somme de 600 € par voie de rachat de 60 actions de 10 euros de valeur nominale chacune. Par décision du 15 novembre 2022, le Président a constaté l'absence d'oppositions et le caractère définitif de la réduction du capital social ramené à 1 400 € divisé en 140 actions de 10 euros de valeur nominale chacune ».

Article 8 - CAPITAL SOCIAL (nouvelle rédaction)

« Le capital social est fixé à la somme de MILLE QUATRE CENT EUROS (1 400 Euros), divisé en CENT QUARANTE (140) actions de DIX EUROS (10 Euros) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées et toutes de même catégorie. »

- qu'il donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités qu'il appartiendra.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président.

Monsieur Nicolas ARDOUIN

Société A C G
Société par actions simplifiée au capital de 1 400 euros
Siège social : 111, Route de Rennes
Bout des Pavés
44700 ORVAULT

RCS NANTES : 832 066 773

STATUTS

Statuts mis à jour suite :

Aux décisions du Président, en date du 15 novembre 2022, ayant décidé définitivement la réduction du capital social d'une somme de 600 euros par voie de rachat de la totalité de 60 actions de la société décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés le 7 octobre 2022, et la modification corrélative des articles 6 et 8 des statuts sociaux.

"ACG"

Société par Actions Simplifiée au capital de 2 000 €
Siège social : 111 Route de Rennes – Bout des Pavés –
ORVAULT (Loire-Atlantique)

*

CONSTITUTION

LES SOUSSIGNÉS :

- 1) Monsieur CARPENTIER Jonathan, Guilhem, né à NANTES (Loire-Atlantique) le 3 Mars 1985, demeurant à NANTES (Loire-Atlantique), 22 Rue St Jean Baptiste de la Salle ;
Lequel a conclu un Pacte Civil de Solidarité avec Madame Charlotte BOTTEAU, enregistré au Greffe du Tribunal d'Instance de NANTES le 8 Octobre 2014 ; ce régime n'ayant subi depuis lors aucune modification, ainsi que Monsieur Jonathan CARPENTIER le déclare ;
- 2) Monsieur ARDOUIN Nicolas, Gerard, Louis, né à NANTES le 11 Mars 1981, demeurant à ORVAULT (Loire-Atlantique), 10 Impasse Les Hauts de la Montgèrre ;
Epoux de Madame ROLLET Bernadette, il est marié sous le régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à ORVAULT le 13 Août 2005 ; ce régime n'ayant subi depuis lors aucune modification, ainsi que Monsieur Nicolas ARDOUIN le déclare ;
- 3) Monsieur GUILMAN Yannick, Steve, Patrick, né à NANTES LA JOLIE (Yvelines) le 23 Mai 1975, demeurant à LA CHAPELLE SUR ERDRE (Loire-Atlantique), 5 Rue du Pressis ;
Epoux de Madame DURAND Marjorie avec laquelle il est marié sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu le 1^{er} Septembre 2014 par Maître Arnaud HOUIS, Notaire à REZE, préalablement à leur union célébrée à LA ROCHE SUR YON le 13 Septembre 2014 ; ce régime n'ayant subi depuis lors aucune modification, ainsi que Monsieur Yannick GUILMAN le déclare ;

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Actions Simplifiée qu'ils sont convenus de constater.

1

Article premier - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une Société par Actions Simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

- "ACG"

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- L'exercice des activités d'Agent Immobilier et Mandataire en vente de fonds de commerce et toutes autres opérations visées à l'article 1^{er} de la loi du 2 Janvier 1970 ;
- Toutes opérations quelconques, qu'elles soient industrielles, commerciales ou financières, se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à toutes autres activités similaires ou connexes, ou pouvant d'une manière ou d'une autre favoriser la réalisation de l'objet social.

Article 4 - SIÈGE SOCIAL - SUCCESSIONS

Le siège de la société est fixé à ORVAULT (Loire-Atlantique), 111 Route de Rennes – Bout des Pavés.

Il peut être transféré en tous lieux par décision du Président, ratifiée par la plus prochaine décision collective.

Article 5 - DUREE - ANNEE SOCIALE

1 - La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce jusqu'au 31 Décembre 2018.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 6 - APPORTS

Les DEUX CENTS (200) actions de numéraire d'origine formant le capital social ont été libérées en totalité par les actionnaires, ainsi qu'il résulte du certificat de versements établi à la date du 12 Septembre 2017 par la Banque Populaire Atlantique (Agence de la Chapelle sur Erdre).

2

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 27 Bd Briand - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 27 Bd Briand - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

Deposé au Greffe
le 19 SEP. 2017
RCS N° 482606
RCS N° 482606

NA
NA
NA

A ce certificat est dénombrée annexée la liste des souscripteurs mentionnant le nombre d'actions souscrites et les sommes versées par chacun d'eux.

Aux termes d'une délibération en date du 7 octobre 2022, une assemblée générale extraordinaire a décidé sous la condition suspensive d'absence d'oppositions formées par les créanciers sociaux de réduire le capital social d'une somme de 600 € par voie de rachat de 60 actions de 10 euros de valeur nominale chacune. Par décision du 15 novembre 2022, le Président a constaté l'absence d'oppositions et le caractère définitif de la réduction du capital social ramené à 1 400 € divisé en 140 actions de 10 euros de valeur nominale chacune.

Article 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE QUATRE CENT EUROS (1 400 Euros), divisé en CENT QUARANTE (140) actions de DIX EUROS (10 Euros) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées et toutes de même catégorie.

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Une décision collective des actionnaires prise dans les formes et conditions fixées à l'article 30 ci-après est nécessaire pour les modifications du capital social : augmentation, amortissement ou réduction.

En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions en numéraire, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux actionnaires dans les conditions édictées par la loi.

La décision collective d'augmentation du capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes désignées dans le respect des conditions prévues par la loi. En outre, chaque actionnaire peut renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

La décision collective d'augmentation ou de réduction du capital peut autoriser la modification du capital et déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

Le capital social peut être augmenté, amorti ou réduit dans les conditions prévues par les textes en vigueur, notamment les articles L. 225-127 à L. 225-205 et R. 225-113 à R. 225-160 du Code de Commerce.

Article 10 - LIBERATION DES ACTIONS

1 - Les actions d'apport et celles provenant de l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission, sont intégralement libérées dès leur émission.

2 - Toute souscription d'actions de numéraire lors d'une augmentation de capital s'effectue conformément aux articles L. 225-144 et L. 225-146 du Code de Commerce.

En outre, les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires un mois avant la date fixée pour chaque versement, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par un avis inséré dans un journal départemental d'annonces légales du siège social. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Les actionnaires ont, à toute époque, la faculté de se libérer par anticipation, mais ils ne peuvent prétendre, à raison des versements par eux faits avant la date fixée pour les appels de fonds, à aucun intérêt ou premier dividende.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai présent, il est fait application des articles L. 228-27 à L. 228-29 du Code de Commerce.

Article 11 - FORME DES ACTIONS

1 - Les titres des actions libérées sont obligatoirement nominatifs.

2 - Les droits du titulaire d'un titre nominatif sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 12 - INALIÉNABILITE DES ACTIONS

Les actions sont inaliénables pendant deux années à compter de leur souscription, sauf en cas de force majeure, incapacité, invalidité, maladie longue durée ou décès, le tout sous réserve de l'application notamment des dispositions des articles 14 et 16 ci-dessous.

L'interdiction temporaire de céder les actions prévus ci-dessus vise toutes les transmissions d'actions à titre onéreux ou gratuit, portant sur les actions elles-mêmes ou sur les droits d'usufruit et de nue-propriété desdites actions, y compris les transmissions par voie d'adjudication publique ordonnée par décision de justice.

L'inaliénabilité des actions fait l'objet d'une mention sur les comptes d'actionnaires ouverts par la société.

Article 13 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions étant toutes essentiellement nominatives, leur transmission ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par un transfert sur les registres de la société, au nom de l'ordre de mouvement signé du cédant ou de ses héritiers ou ayants droit, ou, à défaut, du Président de la société.

Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises au transfert.

Article 14 - CONTRÔLE DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Droit de préemption

Toute transmission d'actions, sous quelque forme que ce soit (cession, apport, échange, donation, succession, partage, fusion, etc...) à titre onéreux ou gratuit, alors même que la transmission aurait lieu par voie de rachat ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, et alors même que la transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, est soumise aux dispositions du présent article.

Tout actionnaire qui désire transmettre tout ou partie de ses actions notifie la cession ou la mutation projetée à la société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession ou la mutation est envisagée, ainsi que le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux, ou l'estimation du prix des actions en cas de donation.

En cas de décès d'un actionnaire, les héritiers ou ayants droit notifient à la société leur qualité par lettre recommandée avec demande d'avis de réception accompagnée des justificatifs de cette qualité, et de l'évaluation proposée pour les actions du défunt.

Le Président est tenu, dans le délai d'un mois suivant la notification de la transmission projetée, de notifier aux autres actionnaires, individuellement et par lettre recommandée, le nombre d'actions à transmettre ainsi que le prix proposé.

Les actionnaires peuvent dans les deux mois qui suivent se porter acquéreurs desdites actions, proportionnellement à leur participation au capital.

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 27 Bd Brimod - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 27 Bd Brimod - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

En cas de demandes excédant le nombre d'actions offertes, il est procédé par le Président à une répartition des actions entre lesdits demandeurs proportionnellement à leur part dans le capital social et dans la limite de leurs demandes. S'il reste encore des actions disponibles après que chaque actionnaire aura usé de sa faculté de racheter des actions de l'actionnaire cédant, le Président devra les faire racheter par la société.

A défaut d'accord, le prix des actions préemptées est déterminé par un expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil. Nonobstant l'expertise, la procédure de préemption est poursuivie à la diligence du Président.

Les frais d'expertise seront supportés en totalité par la partie qui aura provoqué l'expertise.

Sauf accord contraire, le prix des actions préemptées est payé comptant à la date de cession.

Au cas où les actionnaires ne rachèteraient pas dans le délai qui leur est imparti les actions proposées à la transmission, le Président peut décider de faire procéder au rachat desdites actions par la société elle-même ; elle disposera à cet effet d'un délai d'un mois à compter de la date d'expiration du délai imparti aux actionnaires pour exercer leur droit de préemption.

Si à l'issue d'un délai de trois mois après la notification prévue à l'article 4 ci-dessus, ni les actionnaires ni la société n'ont usé de leur droit de préemption, la transmission initialement projetée est réputée autorisée.

2 - Clause de sortie conjointe

Dans les cas et dans les délais prévus au paragraphe 1 du présent article, les bénéficiaires pourront, plutôt que préempter, user d'une faculté de sortie simultanée.

Le droit conféré par le présent paragraphe consiste à permettre aux actionnaires non cédants d'exiger du cédant qu'il fasse racheter par le tiers acquéreur les actions qu'ils déclarent dans la société, aux mêmes conditions de prix et de règlement proposées au cédant par ledit acquéreur.

Pour ce faire, les autres actionnaires auront un mois à compter de la réception du projet de cession, dont la nature et le contenu ont été précisés au § 1 du présent article, pour faire connaître leur décision d'user de leur droit de sortie et le nombre d'actions sur lequel ils désirent le faire porter (la proportion de celle-ci pouvant être différente, au soubait des autres actionnaires, de celle faisant l'objet du projet de cession initial).

Cette clause ne sera cependant pas applicable en cas de transmission à titre gratuit.

Article 15 - CLAUSE D'EXCLUSION

L'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans le cas suivant :

- Perte par l'actionnaire exerçant une fonction au sein de la société de la qualité de salarié c/ou de mandataire social de la société, pour quelque raison que ce soit, ou non-exercice de l'intégralité de son activité professionnelle au sein de la société ;
- Fait de nature à porter atteinte aux intérêts de la société ;
- Exercice d'une activité concurrente à celle de la présente société ;
- Violation d'une disposition statutaire.

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité ordinaire.

Les actionnaires sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les actionnaires seront consultés à l'initiative de l'actionnaire le plus diligent.

La proposition d'exclusion doit être notifiée à l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des actionnaires. Elle mentionne la mesure d'exclusion ; cette notification étant également adressée à tous les autres actionnaires.

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 77 Bd Saint - 93500 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

Cependant, l'actionnaire concerné devra être convoqué à une réunion préalable des actionnaires tenue au plus tard 7 jours avant la date prévue pour la consultation des actionnaires sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'actionnaire concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'actionnaire exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses de préemption et d'agrément prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'actionnaire exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

L'exclusion entraîne dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'actionnaire exclu.

La totalité des actions de l'actionnaire exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'actionnaire exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 16 - DROIT DE RETRAIT

Il est convenu que si l'actionnaire exerçant une fonction dans la société venait à perdre la qualité de salarié c/ou de mandataire social de la société, et ce pour quelque raison que ce soit, et si la procédure d'exclusion visée ci-dessus n'est pas mise en œuvre, l'actionnaire concerné bénéficiera d'un droit de retrait de la société. Ce droit de retrait devra être notifié aux autres actionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'exercice du droit de retrait, les autres actionnaires s'engagent à acquiescer ou faire acquiescer la totalité des titres de l'actionnaire retrayant dans un délai maximum de trois mois.

Le prix de rachat des actions est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 17 - TRANSMISSION DES DROITS DE SOUSCRIPTION OU D'ATTRIBUTION

En cas d'augmentation du capital, la transmission des droits de souscription ou d'attribution s'effectue dans les conditions prévues au § 1 de l'article 14 ci-dessus pour la transmission des actions elles-mêmes.

Article 18 - NULLITE DES TRANSMISSIONS D'ACTIONS

Toutes les transmissions d'actions effectuées en violation des articles 14 et 17 ci-dessus sont nulles et de nul effet.

Article 19 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS

1 - La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les décisions collectives. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la liquidation de ces biens, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives.

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 77 Bd Saint - 93500 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

NA 46 JC

2 - Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports : sous réserve des dispositions de l'article 28, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

3 - Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quote du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales et impératives, il sera fait masse entre toutes les actions, indistinctement de toutes exonérations ou impositions fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que toutes les actions de même catégorie alors existantes reçoivent la même somme nette qu'elles que soient leur origine et leur date de création.

Article 20 - EMISSION D'OBLIGATIONS - CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

1 - Il ne peut être créé d'obligations que dans les conditions fixées par les articles L.225-150 et L.228-39 et suivants du Code de Commerce.

2 - Il peut par ailleurs être créés des certificats d'investissement dans les conditions prévues aux articles L. 228-30 et suivants du Code de Commerce.

Article 21 - CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Les actionnaires s'interdisent formellement de créer, acquérir, gérer ou diriger, même partiellement, indirectement ou par personnes interposées, aucun établissement de même nature que la société présentement créée, et ce, sur le secteur de NANTES Métropole, ainsi qu'à ne pas débaucher le personnel de la société.

Cette clause de non-concurrence restera en vigueur pendant une durée de six mois à compter de la perte de leur qualité d'actionnaire.

Article 22 - PRESIDENCE

1 - La société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société.

Il est nommé pour une durée déterminée ou non.

2 - En cours de vie sociale, le Président est désigné par décision collective des actionnaires prise à la majorité de plus de la moitié du capital social.

3 - Les fonctions de Président prennent fin soit par la démission, la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Ses fonctions prennent également fin s'il est en même temps actionnaire, représentant ou salarié d'une société actionnaire et si lui ou cette société vient à perdre cette qualité d'actionnaire pour quelque raison que ce soit.

4 - La révocation du Président est prononcée par décision collective des actionnaires prise à la majorité de plus de la moitié du capital social.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de tout actionnaire de la société.

5 - La rémunération du Président est fixée par décision collective ordinaire des actionnaires.

6 - Le Président peut être assisté par un ou plusieurs Directeurs Généraux.

Article 23 - POUVOIRS DU PRESIDENT

1 - Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions exercées collectivement par les actionnaires.

Toutefois, le président doit obligatoirement obtenir l'autorisation préalable de la collectivité des actionnaires dotée à la majorité extraordinaire pour effectuer les opérations suivantes :

- Souscrire ou acquérir des actions ou des parts sociales dans toute société existante ou à créer ;
- Contracter un emprunt ou un crédit-bail mobilier ou immobilier ;
- Effectuer une dépense d'investissement d'un montant unitaire supérieur à DEUX MILLE EUROS (2 000 €) hors taxes ;
- Effectuer une embauche ;
- Procéder à un licenciement et/ou rupture conventionnelle ;
- Prendre ou donner à bail un immeuble ;
- Acquérir, vendre ou céder un immeuble, fonds de commerce ou établissement commercial ;
- Graver de droits réels les biens sociaux ;

2 - Les délégués du Comité d'Entreprise exercent auprès du Président les droits définis aux articles L.2325-62 et suivants du Code du travail.

Article 24 - DIRECTEURS GÉNÉRAUX

1 - Désignation :

Par décision collective ordinaire, les actionnaires peuvent également donner mandat à une personne morale ou à une personne physique d'assister le Président en qualité de Directeur Général.

Lorsqu'un Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personnel physique.

Chaque Directeur Général personnel physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société.

2 - Durée des fonctions :

La durée des fonctions de chaque Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, les Directeurs Généraux restent en fonctions, sauf décision contraire des actionnaires, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective ordinaire des actionnaires. La révocation des fonctions de Directeur Général a pour effet la révocation de la décision collective.

En outre, les Directeurs Généraux sont révoqués de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personnel morale ;
- exclusion des Directeurs Généraux associés ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle des Directeurs Généraux personnes physiques.

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 27 Bd Briand - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 27 Bd Briand - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

NA

76 JC

NA

3 - Rémunération :

La rémunération de chaque Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération de chaque Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 26 des présents statuts.

4 - Pouvoirs :

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs de Direction que le Président. Ils devront notamment solliciter l'autorisation préalable des actionnaires pour toutes les décisions visées à l'article 23-1 ci-dessus.

Les Directeurs Généraux disposent du pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers, sauf décision contraire du Président.

Il est précisé que la société est engagée à l'égard des tiers même par les actes des Directeurs Généraux qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Article 25 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Il peut être désigné dans les conditions prévues aux articles L.227-9-1 et L.823-1 du Code de Commerce un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, qui exercent leurs fonctions conformément aux articles L.823-9 à L.823-16 dudit Code.

Article 26 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention conclue directement ou par personne interposée entre la société et :

- son Président
- son Directeur Général
- l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 10 %, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société contrôlant la SAS au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce

doit être portée à la connaissance du Commissaire aux Comptes, ou s'il en a pas été désigné, au Président de la société, lequel établit un rapport sur les conventions conclues ou poursuivies au cours de l'exercice écoulé : les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes doit exercer.

Toutefois, les conventions conclues à des conditions normales ne sont pas incluses audit rapport, mais les actionnaires peuvent en obtenir communication auprès du Commissaire aux Comptes, ou du Président de la société.

Article 27 - DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Les décisions collectives des actionnaires ont pour objet :

- toutes modifications des statuts ;
- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats ;
- la nomination ou ou des Commissaires aux Comptes ;
- la nomination et la révocation du Président et des Directeurs Généraux, la fixation de leur rémunération ;

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Article 28 - PERIODICITE DES CONSULTATIONS

Les actionnaires doivent être réunis en Assemblée Générale au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice social, pour approuver les comptes de cet exercice.

Les autres décisions collectives sont prises à toute époque de l'année.

Article 29 - MAJORITE

1 - L'unanimité des actionnaires est requise pour les décisions relatives à l'adoption ou à la modification des clauses statutaires insistant :

- l'inaliénabilité temporaire des actions ;
- les conditions de nomination et révocation du Président et du ou des Directeurs Généraux ;
- la possibilité d'exclusion d'un actionnaire.

2 - La transformation de la société en société en nom collectif ou en commandite simple requiert également le consentement unanime des actionnaires.

3 - Sauf dispositions expresse des statuts, les autres décisions collectives sont adoptées :

- à la majorité des trois-quarts du capital social pour toutes décisions ayant pour objet ou pour effet de modifier les statuts ;
- à la majorité de plus de la moitié du capital social pour les autres décisions.

Article 30 - DROITS DE VOTE

Les droits de vote attachés aux actions de capital sont proportionnels à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par l'un d'entre eux : à défaut d'accord pour la désignation d'un mandataire commun, celui-ci pourra être désigné par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande de l'un des co-indivisaires ou du Président de la société.

En cas de démentement de la propriété d'une action, le nu-propriétaire et l'usufruitier sont l'un et l'autre consultés ou convoqués selon le cas pour l'adoption des décisions collectives. En cas de désaccord entre l'usufruitier et le nu-propriétaire sur le vote à émettre, l'usufruitier exerce seul le droit de vote.

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURJIN - 27 Bd Brémont - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courjin@wanadoo.fr

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURJIN - 27 Bd Brémont - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courjin@wanadoo.fr

NA
46 50

Article 31 - MODES DE CONSULTATION

Les décisions collectives sont prises :

- **Par consultation écrite :** dans ce cas, le Président adresse par lettre recommandée avec accusé de réception le texte de la ou des résolutions proposées à l'approbation des actionnaires. L'actionnaire n'ayant pas répondu par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours suivant la réception de cette lettre est considéré comme ayant approuvé ces résolutions. La procédure de consultation écrite est arrêtée si un actionnaire demande à la société, dans le délai de huit jours suivant la réception de cette lettre, que le texte de la ou des résolutions proposées soit mis à l'ordre du jour d'une assemblée.
 - **En assemblée :** les assemblées sont convoquées par le Président. La convocation est adressée aux actionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les lettres de convocation comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu, ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée en vidéo - conférence. Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.
- La réunion d'une assemblée générale est obligatoire pour toute consultation des actionnaires nécessitant l'intervention préalable du ou des commissaires aux comptes.
- Le(s) Commissaire(s) aux Comptes est(sont) alors convoqué(s), par lettre recommandée avec accusé de réception adressée quinze jours au moins avant la date de réunion.
- **Par acte :** les décisions collectives peuvent résulter du consentement des actionnaires exprimé dans un acte.

Article 32 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions des actionnaires prises en assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux qui indiquent le lieu et la date de la réunion, l'identité des actionnaires présents et leurs mandataires, le nombre d'actions détenues par chaque associé, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont signés par le Président et un des actionnaires présents.

Les consultations écrites sont constatées dans un procès-verbal établi et signé par le Président ; ce procès-verbal rappelle la procédure suivie et contient en annexe les réponses des actionnaires.

Les procès-verbaux sont établis et signés sur un registre spécial tenu conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 33 - INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Quel qu'en soit le mode, toute consultation des actionnaires doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à cette approbation.

Article 34 - COMPTES SOCIAUX

L'inventaire de la situation active et passive de la société et les comptes annuels sont arrêtés chaque année par le Président à la clôture de l'exercice, conformément à la loi.

Ces documents, ainsi que le rapport de gestion du Président, sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes, s'il en a été nommé, un mois au moins avant la convocation de l'Assemblée Générale Annuelle et à la disposition des actionnaires à compter de la convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 27 Bd Bréard - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

Article 35 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sous réserve du respect des articles L.232-10 à L.232-12 du Code de Commerce, le bénéfice est à la disposition de l'Assemblée Ordinaire qui, sur la proposition du Président peut l'affecter en tout ou partie à tous fonds de réserve, avec ou sans destination spéciale, ou le reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires.

L'Assemblée, en outre, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Article 36 - DIVIDENDES

1 - Les dividendes sont payés soit en numéraire, soit en actions dans les conditions prévues aux articles L.232-18 à L.232-20 du Code de Commerce.

2 - Le paiement des dividendes se fait aux époques et dans les conditions fixées par l'Assemblée Générale ou, à défaut, par le Président.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande du Président.

Sous réserve des dispositions de l'article L.232-17 du Code de Commerce, les dividendes régulièrement perçus ne peuvent être l'objet de répartition. Ceux non touchés dans les cinq ans de la date de mise en paiement sont présents au profit de l'Etat.

Article 37 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président doit provoquer une réunion de l'Assemblée Générale, à l'effet de décider si la société doit être prorogée. Cette Assemblée Générale statue dans les conditions de majorité prévues pour la modification de statuts.

Article 38 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

1 - Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu de consulter les actionnaires dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société dans les conditions prévues par la loi.

2 - La dissolution de la société intervient dans l'un des cas prévus à l'article 1844-7 du Code Civil ; la décision visée au § 4 de cet article est prise par l'Assemblée Générale statuant dans les conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Article 39 - LIQUIDATION

1 - Ouverture de la liquidation

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la société est aussitôt en liquidation et sa dénomination sociale est dès lors suivie de la mention "société en liquidation".

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 27 Bd Bréard - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

NA 46 X

Cette mention ainsi que les noms du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

2 - Modalités de la liquidation

La liquidation s'effectue conformément aux articles L.237-1 à L.237-31 et R.236-8 à R.237-18 du Code de Commerce, et en outre suivant les règles ci-après.

Le Président doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives, ainsi que tous documents intéressant la marche de la société.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément. Le tout sans les cas prévus aux articles L.237-6 à L.237-8 du Code de Commerce.

En cas de dissolution après réunion de toutes les actions en une seule main, le patrimoine social est dévolu à l'actionnaire unique dans les conditions prévues à l'article 1844-5, alinéa 3, du Code Civil.

Article 40 - FUSION OU SCISSION

L'Assemblée Générale des actionnaires peut accepter l'apport effectué à la société par une ou plusieurs autres sociétés à titre de fusion ou de scission. Elle peut par ailleurs, et même au cours de la liquidation de la société, décider de son absorption par fusion, scission ou fusion - scission.

Article 41 - CONTESTATIONS - CLAUSE COMPROMISSOIRE

Sous réserve des divers recours judiciaires prévus par la loi, toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou le cours de sa liquidation soit entre les actionnaires, le Président, les liquidateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes relativement aux affaires sociales, seront soumises à un Tribunal Arbitral.

La constitution du Tribunal Arbitral et la procédure d'arbitrage s'effectuent conformément aux dispositions des articles 1442 et 1459 du Nouveau Code de Procédure Civile, et en outre suivant les règles ci-après définies.

1 - Désignation et composition du Tribunal Arbitral

Chaque des parties au litige désigne un arbitre.

Si les arbitres sont en nombre pair, ils désignent un arbitre supplémentaire.

Faute par l'une des parties de désigner son arbitre comme en cas de désaccord des arbitres sur le choix du tiers arbitre, il sera pourvu à cette désignation par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du siège social à la requête de la partie la plus diligente, huit jours après une mise en demeure par simple lettre recommandée avec avis de réception, demeure infructueuse.

En cas de décès, de refus ou d'empêchement de l'un des arbitres désignés, il sera procédé à son remplacement dans les mêmes formes que pour sa nomination.

2 - Procédure - Frais

Chaque des parties remet au Tribunal Arbitral un exposé écrit de ses prétentions. Si l'une des parties ne remet pas d'exposé, celui de l'autre partie sera considéré comme exprimant l'ensemble de la contestation.

Le Tribunal Arbitral procédera librement à l'insertion du litige, sans être tenu de suivre les règles applicables aux instances judiciaires, il statuera comme amiable compositeur, en dernier ressort. Il devra rendre sa sentence dans les trois mois de la date d'acceptation de ses fonctions par le troisième arbitre, sauf prorogation de ce délai avec l'accord des parties.

Les honoraires des arbitres seront supportés également par les parties. En outre, la partie qui s'opposera à l'exécution de la sentence supportera seule les frais de toute nature qui en résulteraient.

Article 42 - ACTIONNAIRE UNIQUE

Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, les pouvoirs reconnus à la collectivité des actionnaires par la loi et les présents statuts sont exercés par l'actionnaire unique, qui prend seul les décisions qualifiées de "collectives" par les articles 1er à 40 ci-dessus.

Les décisions de l'actionnaire unique sont consignées dans le registre prescrit par l'article 32 des présents statuts.

Article 43 - NOMINATION DU PRESIDENT

Le Président de la société, nommé sans limitation de durée à compter de ce jour, est :

- Monsieur Nicolas ARDOUIN

Article 44 - NOMINATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Directeur Général de la société, nommé sans limitation de durée à compter de ce jour, est :

- Monsieur Jonathan CARENTIER

Article 45 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

1 - La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Cependant, les actionnaires approuvent les actes suivants, accomplis pour le compte de la société en formation par les fondateurs, savoir :

- Signature d'un compromis d'achat, auprès de la SARL "IMMOPROXY" d'un fonds de commerce de transactions immobilières exploité à ORVAULT, 111 Route de Rennes - Boux des Pavés, moyennant le prix de 90 000 € ;

La signature des présents emporte de plein droit reprise par la société de cet acte et des engagements qui en sont la suite ou la conséquence, sous réserve de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

3 - Par ailleurs, Monsieur Nicolas ARDOUIN est adores et déjà spécialement mandaté à l'effet de passer et souscrire pour le compte de la société en formation, l'acte suivant entrant dans l'objet statutaire et conforme à l'intérêt social, savoir :

- Signature de l'acte définitif d'achat du fonds de commerce visé ci-dessus ;

Cette opération et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce.

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 77 Bd Bréard - 83000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 77 Bd Bréard - 83000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

NA
46
JC

4 - Enfin, la présidence est expressément habilitée à passer et à soumettre dès ce jour, pour le compte de la société en formation, tous les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et soustraits dès l'origine de la société après vérification par l'Assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par le seul fait de l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 46 - PUBLICITE

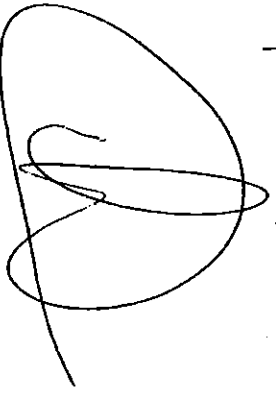
Tous pouvoirs sont conférés à la SELAS "CABINET JURIDIQUE COURTIN", Société d'Avocats au Barreau de LA ROCHE SUR YON (Vendée), à l'effet d'accomplir les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements.

En outre, Monsieur Jonathan CARPENTIER est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence, seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

Fait en TROIS exemplaires,
A LA CHAPELLE SUR ELDRE
Le 13 Septembre 2017

Don par acceptation des fonctions de président




Don pour acceptation des fonctions de Directeur Général



STATUTS SAS "ACG"

CABINET JURIDIQUE COURTIN - 27 Bd Bland - 85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. 02 51 46 03 03 - Fax 02 51 46 23 16 - e-mail : cabinet.courtin@wanadoo.fr

NA

Y6 JC